

## Introduction

### 21 avril 2002, le départ d'Ulysse

*« Poséidon, l'ébranleur de la Terre, souleva une grande vague, terrible, effroyable, formant une voûte au-dessus de sa tête, et qui s'écroula sur lui. Quand un fort coup de vent disperse un tas de paille sèche, les chaumes s'éparpillent en tous sens. Ainsi la vague dissémina les longues planches. Ulysse monta sur une, la chevauchant comme un cheval de course. »*

Homère, *L'Odyssée*.

Un si long exil. En 2012, cela fera 10 ans que la gauche a quitté le pouvoir en France, et 24 ans qu'elle n'a pas gagné l'élection présidentielle, le rendez-vous politique majeur sous la V<sup>e</sup> République.

Le 21 avril 2002, au soir de la défaite et du retrait de la vie politique de Lionel Jospin, elle a entamé ce qui s'apparente à une odyssée périlleuse et sans fin : déchirements incessants comme lors du référendum européen de 2005 ou du congrès du Parti socialiste à Reims en 2008, absence de *leadership* avec ses conséquences en termes de ligne politique et de son incarnation, incapacité à gagner les élections nationales malgré des succès répétés aux scrutins locaux. Elle a semblé incapable de réunir les trois piliers d'une victoire : un candidat incontesté, un projet lisible, des alliances solides.

Dans le même temps, elle a subi des défaites en série en Europe, notamment en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie. Gerhard Schroeder, Tony Blair, Romano Prodi, figures importantes de la gauche européenne, ont quitté le pouvoir depuis plusieurs années. Leurs successeurs à la tête des partis de gauche peinent à inventer des solutions nouvelles pour convaincre qu'il est possible de renforcer la cohésion sociale dans le cadre de l'économie de marché. La gauche est mal en point en Europe.

### **Le vent tourne**

Pourtant, en France, à l'approche de l'échéance de 2012, les chances de victoire d'un candidat issu de ses rangs paraissent cette fois bien réelles. D'abord parce que la crise économique mondiale a partout remis en cause les concepts libéraux. Ensuite parce que Nicolas Sarkozy cumule les difficultés : entre un chômage toujours massif, des déficits publics abyssaux qui restreignent dangereusement les marges de manœuvre du gouvernement, une crise morale générée par différents scandales — l'affaire Woerth-Bettencourt en particulier, une montée inquiétante de la violence dans la société, notamment dans les banlieues, l'incapacité à trouver des compromis sociaux sur les grandes questions comme les retraites... Son mandat entamé dans l'euphorie d'une victoire facile en 2007 semble

tourner en sa défaveur. Entre l'été 2007 et l'automne 2010, sa cote de popularité s'est effondrée, passant de 68 % à 29 % d'opinions favorables. Depuis la fin 2009, qui marque sa mi-mandat et qui en constitue peut-être le tournant, il est donné battu dans plusieurs sondages présidentiels.

Enfin, parce qu'à partir de ce moment, la gauche s'est reprise à espérer et s'est ressaisie. Elle s'est réorganisée et a remporté largement les régionales de mars 2010. Ses différentes composantes, le Parti socialiste en tête, semblent avoir retrouvé une certaine cohérence et être à nouveau audibles auprès des Français. Le moment est-il enfin arrivé pour elle de retrouver le chemin d'Ithaque — l'Élysée ?

Selon plusieurs études — citons celle réalisée par l'institut Viavoice et publiée par *Libération* le 22 août 2010, une majorité de Français (55 %) souhaite même qu'elle l'emporte en 2012, et plusieurs de ses candidats possibles paraissent en mesure de pouvoir battre Nicolas Sarkozy. Les électeurs semblent néanmoins sceptiques sur les résultats d'une éventuelle alternance. Certes, selon ce même sondage, ils font plus confiance au PS qu'à Nicolas Sarkozy pour « trouver des solutions efficaces » pour le financement des retraites (50 % contre 29 %), pour « relancer l'emploi » (49 % contre 27 %), et pour « respecter la morale en politique » (44 % contre 23 %). Mais 57 % estiment que, si la gauche était au pouvoir aujourd'hui, elle ne ferait pas mieux que la

droite. Seulement 36 % considèrent que la gauche revenue aux Affaires améliorerait la situation.

### **Les blessures de l'histoire**

Il est bien sûr nécessaire de se rappeler que les sondages présidentiels à 18 mois de l'échéance sont souvent bien éloignés du résultat final. La gauche ne peut pas non plus se permettre d'oublier qu'elle a perdu les trois dernières élections présidentielles, qui semblaient elles aussi — au moins pour les deux dernières — gagnables à proximité de l'échéance. Depuis 1965 et l'instauration du suffrage universel direct pour ce scrutin, un seul de ses candidats, François Mitterrand, a réussi à l'emporter.

Revenons un instant sur ces trois défaites. En 1995, en convalescence après son échec historique aux élections législatives de 1993, elle aurait pu profiter d'une rude bataille à droite entre Édouard Balladur et Jacques Chirac. Au lieu de cela, elle a d'abord sabordé ses candidatures les plus évidentes, Michel Rocard étant écarté de la tête du PS après des Européennes ratées, et Jacques Delors renonçant de lui-même à la candidature au plus mauvais moment. Elle a sauvé l'honneur, avec Lionel Jospin en tête au 1<sup>er</sup> tour (23,3 %), mais a perdu nettement au second (47,8 %). Elle n'a jamais semblé en mesure de l'emporter — et n'a jamais d'ailleurs semblé y croire —, incitant bon nombre d'électeurs hésitants à

préférer arbitrer le duel à suspens qui se jouait à droite, plutôt que de donner une chance réelle au candidat de la gauche.

En 2002, la victoire semblait promise à Lionel Jospin : la présidence de Jacques Chirac était minée par les scandales (cassette Méry, emplois fictifs de la Mairie de Paris...), et affaiblie par cinq années de cohabitation. Et pourtant... une division suicidaire (8 candidats dont 5 issus de la défunte « gauche plurielle » qui venait de gouverner de concert pendant 5 ans) et une campagne ratée de son candidat, dans un contexte marqué par une cascade de faits divers, ont suffi à transformer l'élection en cauchemar : la gauche n'était même pas présente au second tour.

En 2007, Ségolène Royal semblait portée par une réelle vague populaire et quelques intuitions fortes. Ces atouts n'ont pourtant pas pesé lourd dans le choc de la campagne électorale contre Nicolas Sarkozy. Travail, sécurité, glorification de l'individu, le candidat de la droite a facilement imposé ses thèmes et son tempo. Dans les six derniers mois précédant l'élection, aucun sondage ne donnait la gauche gagnante. Et le résultat a été sans surprise.

Alors bien sûr on peut aussi se remémorer les succès de 1981 et de 1988 — nous y reviendrons. Mais en reconnaissant qu'un quart de siècle nous sépare

d'eux. Alors comment la gauche peut-elle réapprendre à gagner une élection présidentielle dans notre pays ? Peut-elle incarner à nouveau une alternative solide aux yeux des Français, et convaincre une majorité d'entre eux au printemps 2012 ? Quelles sont les faiblesses structurelles — et culturelles — qui la plombent ainsi régulièrement, et quelles voies peut-elle emprunter pour les surmonter ? En somme, résoudre l'équation suivante : comment puiser dans certains fondamentaux oubliés tout en se projetant dans l'avenir et opérer ainsi une mutation qui lui permettra d'achever son Odyssée et de retrouver le chemin de l'Élysée, son Ithaque... ?

Pour cela, il est d'abord nécessaire d'identifier quels seront les principaux enjeux du scrutin présidentiel de 2012, et d'en déduire le message juste à adresser aux Français. Il est également indispensable d'identifier la figure du nouvel Ulysse qui ramènera la gauche à bon port. Et de ne pas oublier quelques leçons simples tirées des élections présidentielles passées.

## **Assumer le régime présidentiel**

### Surmonter son complexe d'Œdipe

Pour gagner en 2012, la gauche doit d'abord surmonter son complexe historique vis-à-vis de l'élection présidentielle. Celui-ci est profond : il trouve ses racines dans l'histoire de France depuis la Révolution française et l'exécution du roi, et notamment dans le traumatisme de 1848.

#### **Le traumatisme initial**

Cette première expérience d'élection du président de la République, qui avait donné lieu à un véritable plébiscite en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte, avait conduit trois ans plus tard à un coup d'État qui l'avait discrédité. Dès lors, aux yeux de la gauche qui regroupait à l'époque l'ensemble des Républicains, tout président élu risquait de se transformer en despote bernant le peuple par sa personnalité charismatique. Il valait mieux dans ces conditions préférer un régime parlementaire, dominé par la Chambre des députés, dont serait issu le gouvernement. Cette idée a prévalu au cours de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République, refoulant ainsi le complexe présidentiel. Mais celui-ci s'est réveillé avec l'instauration du suffrage universel direct voulu

par le général de Gaulle aux débuts de la V<sup>e</sup> République.

La différence entre 1848 et aujourd'hui, c'est d'une part que le danger de mise à bas de la République est éloigné. Et surtout les Français se sont approprié cette élection. Ils la considèrent comme le moment du choix démocratique majeur et y votent généralement en masse. Ils n'accepteraient pas qu'elle soit remise en cause.

Pourtant, ce complexe perdure encore chez certains, y compris dans les rangs du PS. Ceux-là considèrent toujours l'élection présidentielle comme peu démocratique, contraire à l'esprit d'une démocratie parlementaire moderne. Ceci a pu donner le sentiment à l'opinion que la gauche ne voulait pas toujours, au fond, du pouvoir. Ce sont les mêmes qui ont par exemple reproché à Lionel Jospin d'avoir inversé le calendrier électoral avant 2002, faisant précéder les élections législatives par la présidentielle. Or, si l'on peut reprocher à Lionel Jospin de ne pas avoir fait coïncider les deux élections, ce qui eût été sans doute plus subtil pour équilibrer les pouvoirs, on ne peut sérieusement lui faire grief d'avoir modifier un calendrier absurde, qui prétendait élire un président un mois après avoir décidé de la majorité à l'Assemblée. Sauf, bien entendu, à vouloir marginaliser le rôle du chef de l'État, ce qui signifiait un retour à la IV<sup>e</sup> République.